

FINANCER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
PASSER DE L'ÉLAN À LA
TRANSFORMATION EN
TEMPS DE BOULEVERSEMENTS



L'Enquête

L'Enquête portant sur la conception d'un système financier durable a été initiée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement ; l'objectif est de proposer des solutions politiques permettant d'améliorer l'efficacité du système financier par la mobilisation des capitaux en faveur d'une économie verte et solidaire, en d'autres mots, du développement durable. Mise en place en janvier 2014, elle a publié la première édition de son rapport *Le système financier dont nous avons besoin* en octobre 2015. Le mandat de l'Enquête court actuellement jusqu'à la fin de 2017, pour se concentrer sur l'approfondissement et la concrétisation de ses conclusions.

L'Enquête du PNUE a le plaisir de travailler en association avec l'Initiative Finance du PNUE (UNEP FI).

Pour en savoir plus sur l'Enquête, veuillez consulter les sites Internet suivants : www.unep.org/inquiry et www.unepinquiry.org ou contactez :

Mahenau Agha, Directeur des services de sensibilisation mahenau.gha@unep.org

Ce rapport

Simon Zadek et Nick Robins sont les co-directeurs de l'Enquête du PNUE et les auteurs de ce rapport qui fait suite à une réunion sur le financement du développement durable co-organisée avec ONU Femmes à New York le 24 août 2016.

Remerciements

L'équipe souhaite remercier les personnes suivantes : Gawaher Atif, Manoj Basnyat, Chad Carpenter, Tomas Anker Christensen, Mauricio Favero, Bjorn Gillsater, Yannick Glemarec, Zohra Khan, Ma Jun, Macharia Kamau, Timothy Nixon, Murilo Portugal, Neeraj Sahai, Anne Simpson, May-Elin Stener, Peter Thomson, Halldor Thorgeirsson, Eric Usher, Robert Ward, Vikram Widge, Dessima Williams, Fernando Zelner Gonçalves et Anic Zosso.

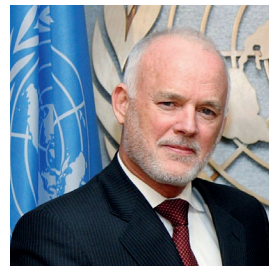
Le PNUE tient à remercier les pour leur soutien financier et leur partenariat stratégique : les gouvernements de l'Allemagne, de l'Italie, de la Suisse et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Commission Européenne, la Fondation MAVA et la Fondation Rockefeller.

Droits d'auteur © Programme des Nations Unies pour l'Environnement, 2016

Clause de non-responsabilité :

Les désignations employées et les supports présentés dans cette publication n'impliquent aucune prise d'opinion de la part du Programme des Nations Unies pour l'Environnement quant au statut juridique d'un quelconque pays, territoire, ville ou zone ou de ses autorités, ni quant à la délimitation de ses frontières et limites. De plus, les avis exprimés ne représentent pas forcément une décision ou l'affirmation d'une politique de la part du Programme des Nations Unies pour l'Environnement ; ils n'indiquent pas non plus que le Programme approuve les noms commerciaux ou processus commerciaux éventuellement cités.

PRÉFACE



La 71^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies doit accélérer l'élan de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et de la réalisation de l'urgente ambition de l'Accord de Paris. La mobilisation des financements nécessaires est essentielle à cet élan. Pourtant, nous ne sommes pas aujourd'hui en bonne voie pour assurer ce financement, ce qui met en danger les générations présentes et futures.

Il n'est pas suffisant de souhaiter uniquement qu'il y ait un financement public adéquat, ou de se demander pourquoi il est si difficile de convaincre les investisseurs privés d'investir les montants importants qu'ils détiennent dans les bons secteurs. Ainsi que l'a souligné le Programme d'action d'Addis-Abeba pour le Financement du Développement, nous devons être concrets mais aussi ambitieux. Nous devons plus que tout dépasser les approches restrictives du passé et donner un nouveau départ à notre réflexion et nos actions.

Débloquer la finance pour le développement durable est un défi de notre temps auquel nous devons nous attaquer de front. *Financer le développement durable : de l'élan à la transformation* met en évidence de vraies options pour le faire. Loin d'être distrait par les nombreux problèmes immédiats auxquels nous faisons face, ce document nous montre comment nous pouvons travailler au-delà des bouleversements actuels, ou même comment s'appuyer sur leur élan. Sur la base des innovations que les décideurs politiques et les acteurs de marché de par le monde sont en train de poursuivre, il nous montre qu'il est possible de remodeler la finance mondiale pour satisfaire les besoins du développement durable.

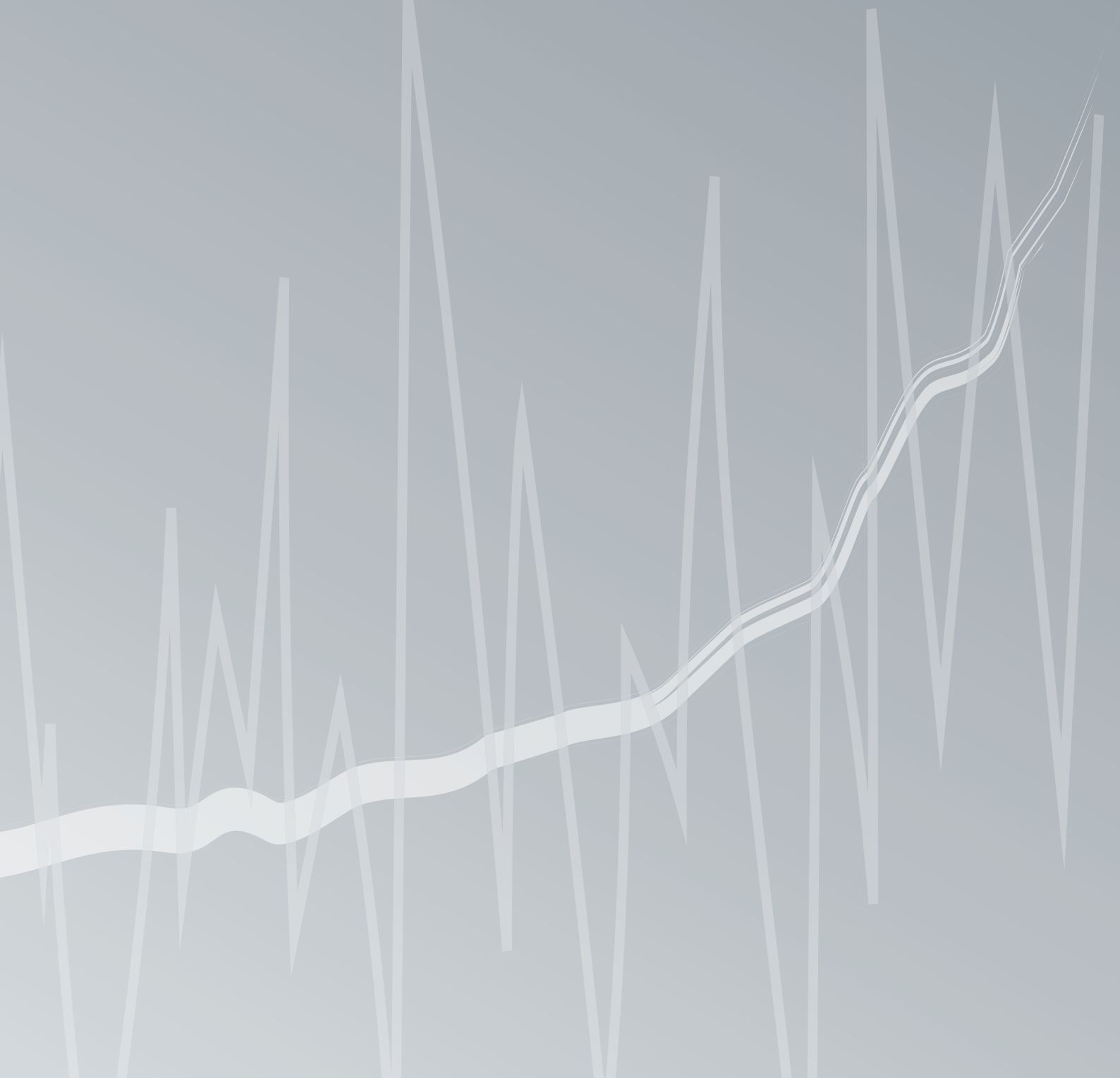
Des temps difficiles appellent des solutions concrètes et ambitieuses. Les Nations Unies et ses États membres ont un rôle essentiel à jouer pour la mise en œuvre de telles solutions, en association avec des partenaires traditionnels et une nouvelle génération d'alliés incluant les décideurs politiques financiers, les banques centrales et les institutions financières. Ensemble, nous pouvons assurer que la finance mondiale est orientée pour fournir les services et ressources financiers nécessaires au développement durable.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Peter Thomson'.

Peter Thomson

Président de la 71^e session de l'Assemblée Générale de l'ONU





DE L'ÉLAN À LA TRANSFORMATION
DE L'ÉLAN À LA TRANSFORMATION
DE L'ÉLAN À LA TRANSFORMATION
DE L'ÉLAN À LA TRANSFORMATION
DE L'ÉLAN À LA TRANSFORMATION
DE L'ÉLAN À LA TRANSFORMATION
DE L'ÉLAN À LA TRANSFORMATION
DE L'ÉLAN À LA TRANSFORMATION



RÉSUMÉ

L'Agenda 2030 pour le Développement Durable et l'Accord de Paris représentent les objectifs multilatéraux les plus ambitieux que le monde s'est donnés. Ils nécessitent une mobilisation sans précédent des financements publics et privés – quelque 90 000 milliards de dollars américains durant les 15 prochaines années. Les fonds publics sont limités et doivent financer des priorités concurrentes. Des progrès ont été faits pour mobiliser les fonds privés en créant les bonnes conditions propices aux investissements et en attirant les capitaux privés avec des fonds publics.

L'élan est aussi en train de se renforcer pour aligner à un niveau plus fondamental le système financier avec le développement durable. Une « révolution tranquille » est en cours pour intégrer le développement durable dans le système financier mondial de demain, ce qu'a révélé le rapport marquant de l'Enquête du PNUE de 2015 *Le système financier dont nous avons besoin*. De premières innovations ont été promues par des coalitions internationales d'investisseurs, de banques et de régulateurs bancaires, des places boursières et des régulateurs des assurances. Des pays développés et en développement ont pris la tête en s'attaquant à des priorités nationales de développement à travers des améliorations du système financier. Plus récemment, les ministres des finances et gouverneurs des banques centrales du G20 ont, pour la première fois, exploré comment améliorer le système financier pour intégrer des considérations environnementales, et le Conseil de Stabilité Financière a établi un groupe de travail pour explorer comment s'assurer que les risques financiers liés au climat sont pleinement pris en compte et divulgués.

Malgré cet élan positif, les progrès demeurent insuffisants, avec une accélération du déclin de tous les grands écosystèmes et une hausse des inégalités économiques et des défis sociaux. Une action urgente est nécessaire pour éviter des investissements insuffisants ou mal avisés qui nous maintiendraient dans des économies et des modes de vie non durables. Le capital naturel s'est détérioré dans 116 pays sur 140¹ ; 6,5 millions de décès prématurés sont causés chaque année par la pollution atmosphérique en lien avec le système de production d'énergie² ; les émissions de gaz à effet de serre apportent au système terrestre une énergie équivalant à la détonation de quatre bombes atomiques toutes les secondes³ ; en moyenne, 26,4 millions de personnes ont été déplacées de leur domicile par les catastrophes naturelles chaque année depuis 2008, ce qui correspond à une personne toutes les secondes⁴ ; et un tiers des terres arables dans le monde est en danger à cause de la dégradation des sols, ce qui entraîne des pertes économiques de 6 300 à 10 600 milliards de dollars par an⁵.

Des priorités immédiates, liées aux bouleversements grandissants, dominent trop souvent les décisions politiques et commerciales. La volatilité économique et la faible croissance, ainsi que l'incertitude politique peuvent détourner les décideurs politiques des objectifs à long terme et les investisseurs des rendements corrigés selon le risque. Mais les bouleversements, sous une forme ou sous une autre, sont une constante de notre paysage politique et économique. Ils créent des défis, mais peuvent aussi être transformés en avantages ambitieux. Le développement durable demande des changements en profondeur qui peuvent s'épanouir en temps de turbulences.



Les efforts actuels pour aligner le système financier avec le développement durable montrent comment mener la transformation dans les bouleversements en cours, ou même en s'appuyant sur eux. Les changements politiques et réglementaires suite à la crise, un leadership renforcé des pays, et des rendements historiquement faibles de l'épargne traditionnelle et des investissements ouvrent des opportunités pour promouvoir la considération du développement durable dans la réforme et le développement des marchés financiers. De plus, des ruptures profondes au sein du système financier liées à des révolutions technologiques (« fintech ») créent de nouvelles façons de mobiliser la finance durable, en particulier pour des pays en développement avec un taux d'épargne élevé et des marchés des capitaux sous-développés.

Il est possible de mobiliser un financement transformateur en liant l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris avec ces innovations du système financier. Ces deux aspects requièrent une action nationale systématique, mais avec quelques exceptions, les décisions sont encore prises de manière séparée. Ils bénéficieraient de coalitions public-privé qui connectent de façon efficace des politiques ambitieuses avec l'innovation du marché. Ils dépendent de la coopération internationale, mais ils pourraient ensemble combiner les forces d'acteurs divers qui ont été séparés par des mandats et des approches différents.

Cinq étapes sont proposées pour intégrer le financement du développement durable au cœur du système financier mondial de demain et faire advenir cette transformation tant attendue. Ces étapes s'appuient sur l'expérience de pays qui ont promu des plans ambitieux pour s'assurer que le système financier remplit son rôle historique de satisfaire les besoins à long terme, engage des institutions internationales clés de manière concrète et développe la nouvelle génération de méthodes et standards qui peuvent institutionnaliser le développement durable dans la gouvernance et la pratique des marchés financiers et des capitaux dans le monde.

ACCÉLÉRATEURS DU FINANCEMENT TRANSFORMATEUR

1. *Des plans nationaux de développement et de réforme des marchés financiers pour prendre en considération les Objectifs de Développement Durable et les engagements climatiques de Paris, et vice versa.*
2. *Une mobilisation de la technologie financière pour soutenir un alignement accéléré du système financier avec le développement durable, en particulier pour les pays en développement.*
3. *Une analyse rigoureuse des fonds publics et, si nécessaire, un redéploiement pour s'aligner avec les Objectifs de Développement Durable et les engagements climatiques de Paris.*
4. *Investir dans la sensibilisation et le renforcement des capacités clés, pour que la communauté financière puisse mettre en œuvre de façon efficace de nouveaux plans et approches.*
5. *Le développement de méthodes, outils et standards communs pour permettre de mesurer les priorités du développement durable et de les incorporer dans la pratique financière.*

Aligner le système financier sur le développement durable est, en définitive, un choix. S'assurer que le système financier réponde aux besoins du développement durable est in choix politique, qui à son tour détermine la façon dont les ministères des finances, les banques centrales, les régulateurs financiers et les organismes de normalisation définissent et remplissent leur mandat de base. Au niveau mondial, ces choix politiques ont déjà été faits avec l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris qui réaffirment la nature centrale du développement durable pour soutenir des stratégies et pratiques économiques viables et inclusives. Ces objectifs et engagements doivent maintenant être intégrés dans le système financier pour que les acteurs du marché puissent faire en sorte que les flux de capitaux deviennent compatibles avec le développement durable.

▶ PLACER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CŒUR DU SYSTÈME FINANCIER

L'Agenda 2030 pour le Développement Durable et l'Accord de Paris représentent les objectifs multilatéraux les plus ambitieux que le monde s'est donnés. Les atteindre nécessite une mobilisation sans précédent des financements publics et privés, quelque 90 000 milliards de dollars américains durant les 15 prochaines années^{6,7}. Les fonds publics sont limités et doivent financer des priorités concurrentes⁸. Une dynamique est donc en train de se former pour mobiliser les fonds privés. Les premiers développements se sont concentrés sur la création des bonnes conditions propices aux investissements et sur l'utilisation des fonds publics pour attirer les capitaux privés⁹.

Les fonds publics sont essentiels pour atteindre les Objectifs de Développement Durable, et les financements privés ont un rôle à jouer quand des opportunités commerciales d'investissement se présentent. Le financement international du développement et les ressources publiques nationales sont requis pour financer des développements dont le besoin est criant¹⁰. Une partie de ces fonds publics doit être utilisée directement, par exemple pour l'aide officielle au développement et les allocations sociales nationales. Pour l'agriculture par exemple, la majorité de l'écart d'investissement dans les pays en développement, estimé à 260 milliards de dollars, pourra être financée de manière rentable, mais les fonds publics sont nécessaires pour s'attaquer à la pauvreté rurale et la faim¹¹.

Toutefois, les fonds publics seront toujours insuffisants pour financer le développement durable. En particulier, les pays en développement ont de fortes contraintes fiscales, tout comme de plus en plus de pays développés. Les fonds publics peuvent aussi être utilisés pour attirer les capitaux privés là où des opportunités commerciales existent mais avec des rendements trop faibles pour catalyser des flux financiers, améliorant ainsi l'utilisation de ressources publiques rares¹². Une grande partie des investissements dans les technologies propres est, en fait, attirée par l'utilisation innovante des instruments publics de financement et des tarifs de rachat pour les énergies renouvelables¹³.

Il est de plus en plus compris que le système financier lui-même doit aussi être refaçonné pour mobiliser assez de capitaux pour le développement durable¹⁴. Les efforts pour créer des liens entre le système financier et le développement durable ont gagné un élan considérable. Des initiatives formelles comme le processus d'Addis-Abeba sur le financement du développement ont sensibilisé le public et renforcé la volonté d'agir ensemble¹⁵. Les gouvernements répondent à l'Agenda 2030 et à l'Accord de Paris en développant des plans nationaux et en jetant les fondations pour une coopération internationale accrue. Les capitaux privés sont de plus en plus actifs dans de nombreux secteurs. En 2015 par exemple, l'investissement en grande partie privé dans les énergies renouvelables représentait près des deux tiers des additions nettes à la capacité électrique mondiale en 2015, et la taille du marché des véhicules électriques a augmenté de 60% en 2014¹⁶.

Les grandes institutions financières privées reconnaissent aussi que le développement durable est la clé de leur succès. L'intégration des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance peut réduire les risques et augmenter les rendements, ainsi qu'ouvrir des opportunités pour de nouveaux produits financiers (comme les obligations vertes). Des coalitions se sont formées pour catalyser et mettre à profit ce leadership émergent du marché, comme les investisseurs institutionnels avec les Principes pour l'Investissement Responsable – Principles for Responsible Investment – soutenus par les Nations Unies¹⁷, les compagnies d'assurance avec les Principes pour l'Assurance Durable – Principles for Sustainable Insurance – hébergés par le PNUE¹⁸, et l'initiative des places boursières durables – Sustainable Stock Exchanges Initiative – hébergée par la CNUCED¹⁹. Des alliances axées sur l'impact ont aussi apparu, comme la Coalition pour la Décarbonisation des Portefeuilles – Portfolio Decarbonization Coalition²⁰ – qui vise à réduire l'empreinte carbone de plus de 600 milliards de dollars d'actifs.

Des évolutions importantes sont le signe de progrès dans l'intégration du développement durable dans le tissu des marchés financiers et des capitaux. Les fonds privés sont catalysés non seulement par les opportunités en réserve, mais aussi par la forme du système financier lui-même. L'Enquête du PNUE sur la conception d'un système financier durable a souligné dans son rapport mondial de 2015 "Le système financier dont nous avons besoin" pourquoi et comment – dans la pratique – les règles et normes qui gouvernent le système financier peuvent orienter les réponses du marché nécessaires pour produire des résultats positifs en termes de développement durable²¹. L'Enquête a identifié plus de 200 mesures innovantes prises par des législateurs de la finance, des banques centrales, des régulateurs financiers et organismes de normalisation pour mieux refléter les facteurs sociaux et environnementaux – un nombre qui augmente chaque semaine.

La plupart de ces changements dans la conception du système financier ont lieu au niveau national, par exemple :

- ▷ Les réglementations socio-environnementales des risques pour les banques, introduites par la banque centrale au Brésil²².
- ▷ Les nouvelles réglementations pour les obligations vertes en Chine, qui ont favorisé plus de 8 000 milliards de dollars d'émission début 2016.
- ▷ Les nouvelles obligations de communication financière pour les investisseurs institutionnels, au cœur de la stratégie de transition énergétique de la France²³.

- ▷ L'Inde a inclus les énergies renouvelables parmi les secteurs bénéficiant de prêts prioritaires²⁴.
- ▷ Le leadership du Kenya dans la promotion de l'inclusion financière menant à des mécanismes de financement innovants qui permettent l'accès aux services de santé et aux énergies renouvelables²⁵.
- ▷ Les efforts de l'île Maurice pour aligner sa place boursière avec des résultats en termes de développement durable ont débouché sur le lancement du SEM Sustainability Index²⁶.
- ▷ Le travail des Philippines avec le secteur mondial de l'assurance pour développer un pool d'assurance public-privé contre les catastrophes naturelles qui rendra une telle assurance obligatoire pour les propriétaires d'habitations et les PME²⁷.
- ▷ La considération par le Royaume-Uni du changement climatique comme faisant partie de la supervision prudentielle du secteur des assurances²⁸.

ENGAGEMENTS COLLABORATIFS DU SECTEUR PRIVÉ

- **Banques** : Des banques représentant 70% du financement de projet dans les pays en développement ont signé les Principes de l'Equateur²⁹.
- **UNEP FI** : Avec 200 membres (banques, assurances, investisseurs)³⁰, UNEP FI a aidé à créer de nombreuses initiatives clés, comme PRI, PSI et SSE³¹.
- **Investisseurs** : Des investisseurs avec 60 000 milliards de dollars d'actifs ont signé les Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) soutenus par les Nations Unies³².
- **Assurance** : 20% des primes d'assurance sont désormais couvertes par des compagnies soutenant les Principes pour l'Assurance Durable (PSI)³³.
- **Places boursières** : 57 places boursières avec une capitalisation totale de 36 000 milliards de dollars ont rejoint l'initiative des places boursières durables (SSE)³⁴.

Au niveau international, la coopération entre les organismes de réglementation financière se renforce pour mieux aligner le système financier avec le développement durable. Les coalitions de législateurs et régulateurs financiers, incluant souvent des institutions financières privées, sont de plus en plus nombreuses. Elles incluent le Réseau Bancaire Durable – Sustainable Banking Network³⁵ – hébergé par la Société Financière Internationale et qui regroupe des régulateurs bancaires (dont les banques centrales du Bangladesh, de Jordanie, du Nigéria et des Philippines) et des banques qui se sont engagées à verdir leur activité de prêt, ainsi que l'Alliance pour l'Inclusion Financière³⁶, dont 90 banques centrales telles que la Banque de Réserve des Fidji et la Banque Nationale de la République du Kazakhstan sont membres. Une nouvelle initiative organisée par le PNUE cherche à réunir les superviseurs des assurances pour examiner les aspects de leurs mandats qui sont liés à la durabilité.

De façon plus formelle, début 2016, le G20 sous la présidence de la Chine a lancé le Groupe d'Études sur la Finance Verte³⁷. Co-présidée par la Banque Populaire de Chine et la Banque d'Angleterre, avec le PNUE comme secrétariat, cette initiative a pour mandat d'explorer les options pour « améliorer la capacité du système financier à mobiliser les capitaux privés pour l'investissement vert »³⁸. Une autre initiative de haut niveau est la 'Climate-Related Financial Disclosure Task Force' du Conseil de Stabilité Financière³⁹. Présidée par Michael Bloomberg, et comprenant un grand nombre d'institutions

financières de premier plan, ce groupe cherche à améliorer le flux et l'utilisation de l'information sur les risques liés au climat à travers le système financier avec des pratiques uniformes de mesure et de publication.

▶ L'ÉLAN RESTE INSUFFISANT

Cet élan positif ne signifie pas que ces actions sont suffisantes à court et long terme. Bien que dans la bonne direction, les efforts actuels pour financer le développement durable sont loin de répondre aux besoins. Si l'on considère les dimensions environnementales des Objectifs de Développement Durable, par exemple, le capital naturel s'est détérioré dans 116 pays sur 140⁴⁰ ; 6,5 millions de décès prématurés sont causés chaque année par la pollution atmosphérique en lien avec le système de production d'énergie⁴¹ ; les émissions de gaz à effet de serre apportent au système terrestre une énergie équivalant à la détonation de quatre bombes atomiques toutes les secondes⁴² ; en moyenne, 26,4 millions de personnes ont été déplacées de leur domicile par les catastrophes naturelles chaque année depuis 2008, ce qui correspond à une personne toutes les secondes⁴³ ; un tiers des terres arables dans le monde est en danger à cause de la dégradation des sols, ce qui entraîne des pertes économiques de 6 300 à 10 600 milliards de dollars par an⁴⁴.

De même, le financement du développement durable est inadéquat. La CNUCED estime qu'il y a d'importants déficits de financement dans la plupart des efforts de réalisation des Objectifs de Développement Durable, de l'ordre de 2 500 milliards de dollars par an pour les pays en développement⁴⁵. Seuls 5-10% des prêts bancaires sont renseignés comme « verts » dans les rares pays où une mesure des prêts verts est disponible. Malgré la rapide expansion du marché des obligations vertes, moins de 1% du total des émissions obligataires est composé d'obligations vertes labellisées. 60 juridictions seulement ont pris des mesures pour adapter leur système financier aux aspects du développement durable – et aucun n'a mis en place une stratégie globale⁴⁶.

BARRIÈRES AU FINANCEMENT TRANSFORMATEUR

Il existe de nombreuses barrières à la mobilisation d'un niveau transformateur de financement. Elles incluent des faiblesses dans la réserve de projets, d'importants coûts de « verdissement » des infrastructures, peu d'opportunités commerciales pour financer la réalisation de certains objectifs, la rareté ou la mauvaise utilisation des fonds publics disponibles, et un environnement pas assez propice à l'investissement privé.

Le travail innovant du G20 sur la finance verte révèle des barrières au sein même du système financier⁴⁷. La principale est l'incapacité chronique de la prise de décision financière à inclure l'environnement et les impacts financiers qui lui sont liés. Des asymétries d'information expliquent en partie cela, les décideurs financiers n'ayant pas toutes les données pour comprendre les facteurs sociaux et environnementaux. Le court-termisme peut éloigner les financements des investissements durables qui ont tendance à être plus intensifs en capital avec des coûts opérationnels associés plus bas⁴⁸. Une mauvaise évaluation des risques environnementaux peut dissuader le financement vert et encourager l'investissement dans des actifs polluants.

Par conséquent, nous risquons de perdre du terrain alors que l'essentiel des financements continue à alimenter des modèles de production et de consommation non durables. Sans un redéploiement plus rapide et équilibré du financement, nous allons rester bloqués sur des trajectoires de développement contraires à la réalisation des objectifs mondiaux, ce qui nous mènera au-delà d'un seuil critique du point de vue climatique et pour l'ensemble des écosystèmes.

▶ LE FINANCEMENT DURABLE EN TEMPS DE BOULEVERSEMENTS

L'incertitude et la volatilité économiques actuelles sont souvent citées comme les principales raisons pour lesquelles le financement n'alimente pas les investissements de long terme nécessaires au développement durable. Depuis la crise financière, des aspects clés du système financier ont connu des changements rapides. La plupart de ces changements sont positifs, comme l'introduction de réglementations suite à la crise pour restaurer l'intégrité et la stabilité des marchés financiers clés⁴⁹. D'autres posent problème – comme ce qui semble être un renversement de la tendance de long terme vers un accroissement des flux transfrontaliers de capitaux⁵⁰. Une croissance faible dans de nombreuses économies importantes continue de maintenir les taux d'intérêt à des niveaux historiquement bas, ce qui ébranle certains fondamentaux traditionnels de la pratique financière. La technologie financière (fintech) commence à bousculer les modèles d'activité de secteurs financiers clés – et semble devoir provoquer plus de ruptures structurelles dans les années à venir⁵¹.

Le défi est la façon de réaliser la transition nécessaire au développement durable en des temps de bouleversements. Il est peu probable que nous entrions dans une période de calme relatif qui permettrait aux considérations de long terme d'être pleinement abordées. Au contraire, cette période de recalibrage des caractéristiques de base du système financier représente une opportunité de faire progresser la perspective du développement durable.

De grandes réserves de capitaux financiers gérés par des fonds de pension et des compagnies d'assurance, par exemple, font aujourd'hui face à des taux d'intérêt historiquement bas, et pourraient former la base du financement d'investissements de long terme à forte intensité de capital. Cependant, les niveaux d'investissement demeurent bien en deçà des besoins, alors que les entreprises accumulent un montant record dépassant les 5 000 milliards de dollars de liquidités⁵². Un programme d'investissement coordonné internationalement pourrait stimuler à bas coût la croissance à court terme et promouvoir des infrastructures sobres en carbone, résilientes et productives dont le monde a grand besoin. De tels investissements pourraient, s'ils sont réalisés grâce à des financements privés éperonnés, aider les investisseurs institutionnels à surmonter de grandes baisses de recettes et de valorisation d'actifs par rapport à leurs obligations futures, aidant à protéger les futurs flux de revenus pour des populations vieillissantes.

Les changements fondamentaux actuels au système financier pourraient fournir d'autres moyens de mobiliser la finance pour le développement durable à une échelle transformationnelle. Les recherches en cours du PNUE sur le lien entre la fintech et le développement durable ont souligné le potentiel pour stimuler la finance verte et inclusive dans les pays en développement^{53,54}. Rendre le financement des PME plus vert peut devenir une réalité car la fintech permet aux investisseurs de réaliser à bas coût les vérifications diligentes et le suivi de la performance⁵⁵. Pareillement, la fintech pourrait permettre aux investisseurs de faire, grâce à des flux d'information améliorés, de meilleurs choix en phase avec leurs valeurs, et de la même façon donner aux épargnants nationaux accès à des opportunités qui pourraient stimuler l'économie locale et les services publics⁵⁶.

De plus, suite à la crise financière, les banques centrales et les régulateurs financiers accordent plus d'attention aux objectifs politiques plus vastes⁵⁷. Outre les objectifs économiques classiques, comme le mandat de la Réserve Fédérale des États-Unis lié à l'emploi, ils incluent de plus en plus des buts sociaux et environnementaux. La Superintendance des Banques, Assurances et Fonds de Pensions (Superintendencia de Banca y Seguros) a mis de plus en plus l'accent sur une supervision par les investisseurs des risques sociaux et environnementaux des activités minières, étant donné leurs effets macroéconomiques potentiels⁵⁸. Le mandat de la banque centrale néerlandaise (DNB) a été mis à jour pour « sauvegarder la stabilité financière et contribuer à une prospérité durable aux Pays-Bas ». La DNB catalyse les discussions à propos de la durabilité dans le secteur financier et a établi une nouvelle plateforme sur la finance durable en 2016⁵⁹.

▶ LE FINANCEMENT TRANSFORMATEUR POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La transformation nécessaire requiert des stratégies qui amplifient l'élan actuel, tout en tirant parti des opportunités bénéfiques qu'offrent les bouleversements.

Un tel changement de vitesse demande que nous fassions passer la finance durable « de l'échelle artisanale à l'échelle industrielle »⁶⁰.

Utiliser au mieux les fonds publics, y compris une meilleure utilisation des modes actuels de financement public, est un pas très important.

Les flux actuels de fonds publics pourraient être alignés de manière plus efficace avec des résultats liés au développement durable^{61,62}.

- ▶ Les prêts immobiliers bénéficient souvent de *crédits d'impôt*, dans les faits une subvention publique, qui pourraient être utilisés comme incitation aux investissements dans l'efficacité énergétique. De la même façon, la dette privée et souveraine bénéficie de crédit d'impôt, mais il pourrait servir à créer de la valeur ajoutée pour certains types d'investissement alignés avec des résultats liés au développement durable, comme les obligations vertes⁶³.

- ▷ Les *véhicules de financement* publics, comme les fonds de pension ou les fonds souverains pourraient introduire des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance appropriés pour aligner les investissements avec le développement durable⁶⁴.
- ▷ Les *marchés publics*, qui représentent un tiers voire plus de la demande agrégée dans chaque pays, pourraient favoriser davantage les services financiers alignés avec la durabilité, y compris de manière indirecte en n'achetant par exemple des services financiers qu'à des compagnies ayant une bonne performance dans la finance durable⁶⁵.

Les règles qui régissent les capitaux privés peuvent aussi mieux cibler des résultats liés au développement durable. La réforme des marchés financiers a pour la première fois dans l'histoire moderne commencé à prendre en compte les impératifs du développement durable. Comme illustré par les exemples précédents, la « révolution tranquille » identifiée par l'Enquête implique un nombre croissant d'institutions responsables de la gouvernance du système financier qui reconnaissent que le développement durable est leur affaire⁶⁶.

L'action nationale pour aligner le développement du système financier avec le développement durable peut devenir la nouvelle norme. Presque tous les pays ont maintenant des plans de réforme et de développement du secteur financier. Le défi est de les connecter avec le développement durable. Des exemples de leadership montrent comment cela peut être fait en utilisant plusieurs approches issues des priorités nationales, posant ainsi les bases pour une approche plus systématique et ambitieuse.

- ▷ La 'Green Finance Task Force' de la *Chine*, co-présidée par la Banque Populaire de Chine et le PNUE, a rendu 14 recommandations couvrant des mesures fiscales, politiques, judiciaires et institutionnelles, la plupart étant maintenant incorporées dans le 13e plan quinquennal de la Chine⁶⁷.
- ▷ Le régulateur financier d'*Indonésie* (Otoritas Jasa Keuangan) a introduit une feuille de route pour la finance durable pour renforcer la compétitivité de son secteur financier et l'aligner avec ses priorités de long terme liées au développement durable⁶⁸.
- ▷ Au *Royaume-Uni*, la City de Londres a établi une « Green Finance Initiative » visant à faire de Londres un centre mondial de la finance verte⁶⁹, une approche adoptée par d'autres centres financiers comme Hong Kong⁷⁰, la France⁷¹ et la Suisse⁷².

Les innovations dans ces centres financiers et d'autres influencent de multiples façons la disponibilité des capitaux privés dans les pays en développement. Par exemple, les émissions totales d'obligations vertes ont maintenant dépassé 150 milliards de dollars pour la première fois – poussées par des pays industrialisés et émergents clés comme la Chine, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis. Le développement de principes et standards partagés et fondés sur les lois du marché, de plus en plus soutenu par les réglementations nationales, aide à faire baisser les coûts de transaction pour les obligations vertes et à augmenter la liquidité, ce qui permet aux pays en développement d'adapter plus facilement cet élan à leurs propres besoins. De plus, il est essentiel que les besoins et préoccupations spécifiques des pays en développement soient incorporés dans ces développements de marché⁷³.

Le leadership national influence la manière dont le développement durable peut aussi être intégré dans l'architecture et les pratiques du système financier au niveau international. Nous voyons déjà un nombre croissant de banques centrales explorer le lien essentiel entre les risques liés au climat et la stabilité financière, comme la Banque d'Angleterre et le Comité européen du risque systémique^{74,75}. De plus, des organisations internationales clés comme le FMI ou le groupe de la Banque mondiale sont souvent impliquées dans le co-développement, le guidage et le suivi des stratégies nationales⁷⁶. De plus en plus d'actions ont lieu au niveau national, ce qui augmente le potentiel de partage des expériences et de développement d'approches communes.

L'inclusion financière offre un modèle de généralisation d'une priorité liée au développement durable⁷⁷. D'expériences ad hoc de pays il y a quelques années, l'inclusion financière est devenue un aspect plus systématique du développement du système financier. Aujourd'hui, l'inclusion financière est intégrée dans un nombre croissant de méthodologies et standards financiers internationaux, comme le Programme d'évaluation du secteur financier – Financial Sector Assessment Program (FSAP) – supervisé par le FMI et le groupe de la Banque mondiale⁷⁸. Des développements similaires pourraient impliquer d'autres aspects du développement durable particulièrement pertinents à la stabilité et au développement du système financier. De nombreux standards financiers mondiaux clés ont des synergies essentielles avec le développement durable – il faut maintenant les concrétiser⁷⁹.

▶ DE L'ÉLAN À LA TRANSFORMATION

L'élan d'aujourd'hui peut être amplifié pour libérer des niveaux de financement transformationnels pour le développement durable. Cela est vrai pour le financement public et privé, et de manière importante pour le lien entre les deux. Cinq étapes sont proposées pour placer le financement du développement durable au cœur du système financier mondial de demain. Ces étapes s'appuient sur les expériences de pays qui ont promu des plans ambitieux pour s'assurer que le système financier remplit son objectif historique, mobilise des institutions internationales clés et développe une nouvelle génération de méthodes et standards qui institutionnalisent le développement durable dans la gouvernance et la pratique des marchés financiers et des capitaux dans le monde.

Aligner le système financier sur le développement durable est, en définitive, un choix. S'assurer que le système financier réponde aux besoins du développement durable est un choix politique, qui à son tour détermine la façon dont les ministères des finances, les banques centrales, les régulateurs financiers et les organismes de normalisation définissent et remplissent leur mandat de base. Au niveau mondial, ces choix politiques ont déjà été faits avec l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris qui réaffirment la nature centrale du développement durable pour soutenir des stratégies et pratiques économiques viables et inclusives. Ces objectifs et engagements doivent maintenant être intégrés dans le système financier pour que les acteurs du marché puissent faire en sorte que les flux de capitaux deviennent compatibles avec le développement durable.



ACCÉLÉRATEURS DU FINANCEMENT TRANSFORMATEUR

1. Des *plans nationaux de réforme et de développement des marchés financiers*, incluant les mesures en cours prises suite à la crise, qui incorporent les priorités liées au développement durable et au changement climatique, qui sont reliés aux plans d'action climat et de l'Agenda 2030, et qui sont facilités par des coalitions d'acteurs publics et privés dont la tâche est de concevoir et guider ensemble la mise en œuvre.
2. Une *mobilisation de la technologie financière* pour soutenir l'alignement accéléré du système financier avec le développement durable, permettant en particulier aux pays en développement de sauter une étape dans la mobilisation et le déploiement de l'épargne nationale et des fonds internationaux pour le financement du développement durable.
3. Une *analyse stricte des fonds publics et, si nécessaire, un redéploiement* de leur contribution directe et indirecte à la réalisation des engagements de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris, par exemple les marchés publics, les instruments pour attirer les financements privés et les incitations fiscales fournies via le système financier.
4. Un *investissement dans la sensibilisation et le renforcement de capacités clés*, de sorte que la communauté financière puisse mettre en œuvre efficacement des plans qui saisissent les nouvelles opportunités, qui garantirait que les décideurs politiques et les régulateurs soient pleinement associés aux impératifs et aux risques associés à de tels plans et que le débat public soit mieux informé et utilisé comme levier du changement.
5. Le *développement de méthodes, outils et standards communs* pour permettre l'incorporation des priorités liées au développement durable dans la pratique financière et la mesure de la performance, facilitées par l'engagement actif d'organisations internationales clés ayant un mandat lié à la finance⁸⁰.



NOTES DE FIN

1. Estimations de l'enquête fondées sur UNU-IHDP/PNUÉ (2014). The Inclusive Wealth Report 2014 (Rapport sur la richesse mondiale 2014). Cambridge University Press. Disponible à : <http://inclusivewealthindex.org/>.
2. Agence Internationale de l'Énergie (2016). WEO Special Report on Energy and Air Pollution. <http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/weo-2016-special-report-energy-and-air-pollution.html>
3. King, D., Schrag, D., Dadi, Z., Ye, Q. et Ghosh, A. (2015). Climate Change – A Risk Assessment. Cambridge: Centre for Science and Policy. Disponible à : <http://www.csap.cam.ac.uk/media/uploads/files/1/climate-change--a-risk-assessment-v9-spreads.pdf>
4. <http://www.internal-displacement.org/publications/2015/global-estimates-2015-people-displaced-by-disasters/>
5. ELD Initiative (2015). The value of land: Prosperous lands and positive rewards through sustainable land management. Disponible à : [http://www.unccd.int/Lists/SiteDocumentLibrary/Publications/2015_The%20Value%20of%20Land%20-%20ELD%20Initiative%20\(2015\).pdf](http://www.unccd.int/Lists/SiteDocumentLibrary/Publications/2015_The%20Value%20of%20Land%20-%20ELD%20Initiative%20(2015).pdf).
6. New Climate Economy (2014). Better Growth, Better Climate. http://2014.newclimateeconomy.report/wp-content/uploads/2014/08/NCE_ExecutiveSummary.pdf
7. Agence Internationale de l'Énergie (2015). World Energy Outlook Special Briefing For COP 21. http://www.iea.org/media/news/WEO_INDC_Paper_Final_WEB.PDF
8. Sukhdev, P. et Stone, S. (2010). Driving a Green Economy Through Public Finance and Fiscal Policy Reform. UNEP Green Economy Working Paper 1.0. Nairobi: PNUÉ; CCNUCC (2013). Report of the Outcomes of the extended work programme on long-term finance, November 2013 Bonn: CCNUCC; Banque mondiale (2012). Inclusive green growth: the pathway to sustainable development, Washington, D.C.: Banque mondiale.
9. OCDE (2016). Green Investment Banks: Scaling up Private Investment in Low-carbon, Climate-resilient Infrastructure.
10. Nations Unies (2016). Rapport du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable. http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/69/315&Lang=F
11. Schmidhuber, J. et Bruinsma, J. (2011). Investing towards a world free of hunger: lowering vulnerability and enhancing resilience. In Prakash, A. (ed.) Safeguarding Food Security in Volatile Global Markets. Rome: FAO.
12. KfW (2015). Proposal of a methodology for tracking publicly mobilized private climate finance. https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Download-Center/Materialien/Nr.-9_Proposal-of-a-methodology-for-tracking-publicly-mobilized-private-climate-finance.pdf
13. UNEP FI (2012). Financing renewable energy in developing countries. http://www.unepfi.org/fileadmin/documents/Financing_Renewable_Energy_in_subSaharan_Africa_02.pdf
14. Enquête du PNUÉ (2015). Le système financier dont nous avons besoin. http://apps.unep.org/publications/index.php?option=com_pub&task=download&file=011830_fr
15. Troisième Conférence internationale sur le financement du développement durable. <http://www.un.org/esa/ffd/ffd3/>
16. Bloomberg New Energy Finance (2016). Electric Vehicles To Be 35% Of Global New Car Sales By 2040. <http://about.bnef.com/press-releases/electric-vehicles-to-be-35-of-global-new-car-sales-by-2040>
17. Principles for Responsible Investment. <https://www.unpri.org>
18. UNEP FI Principles for Sustainable Insurance. www.unepfi.org/psi
19. Sustainable Stock Exchanges initiative. www.sseinitiative.org
20. The Portfolio Decarbonization Coalition - UNEP Finance Initiative. www.unepfi.org/pdc
21. Le rapport global 2015 de l'Enquête du PNUÉ "Le système financier dont nous avons besoin" s'appuyait sur plus de 70 documents de recherche et rapports. Tous sont disponibles à www.unepinquiry.org.
22. Banque centrale du Brésil (2014). Resolution No 4.327, Of April 25th, 2014 9. Traduction par Febraban. https://cmsportal.febraban.org.br/Arquivos/documentos/PDF/BACEN_RESOLU%C3%87%C3%83O_PRSA_4327_Englishl.pdf
23. Département du Trésor (2015). <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2015/12/29/2015-1850/jo/texte>
24. Enquête du PNUÉ/FICCI/Koan/NIPFP (2016). Delivering a Sustainable Financial System in India. http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2016/04/Delivering_a_Sustainable_Financial_System_in_India.pdf
25. Murai, C. et Kirima, W. (2015). Aligning Kenya's Financial System with Inclusive Green Investment. UNEP Inquiry/IFC. http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2015/11/Aligning_Kenya--s_Financial_System_with_Inclusive_Green_Investment_Full_Report.pdf
26. Bourse de l'île Maurice (2015). "The Stock Exchange of Mauritius (SEM) launches its Sustainability Index (SEMSI), and joins the league of Sustainable Stock Exchanges." <http://www.stockexchangeofmauritius.com/downloads/semsio7092015.pdf>
27. Enquête du PNUÉ (2016). Green Finance for Developing Countries. http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2016/08/Green_Finance_for_Developing_Countries.pdf
28. Banque d'Angleterre (2015). The Impact Of Climate Change on the UK Insurance Sector. [http://www.bankofengland.co.uk/pradefra0915.pdf](http://www.bankofengland.co.uk/pra/Documents/supervision/activities/pradefra0915.pdf)

29. Equator Principles (n.d.). “About the Equator Principles”. <http://www.equator-principles.com/index.php/about-ep>
30. UNEP FI est un partenariat global entre le PNUÉ et le secteur financier. Plus de 200 institutions, dont des banques, companies d’assurances et gestionnaires de fonds, travaillent avec le PNUÉ pour faire advenir un changement systémique dans la finance pour soutenir un monde durable. <http://www.unepfi.org/>
31. UNEP FI et Enquête du PNUÉ (à paraître). Connecting Financial System and Développement durable. Le projet de recherche UNEP FI – Enquête du PNUÉ sur le leadership de marché examine comment les institutions financières sont individuellement et collectivement des moteurs de changement dans les secteurs financiers à propos des enjeux de la durabilité. De plus, il explore le rôle des cadres politiques et réglementaires dans la facilitation du changement du marché. Il sera disponible à unepinquiry.org.
32. Principles for Responsible Investment. “About the PRI”. <https://www.unpri.org/about>
33. PNUÉ (2015). Insurers Managing \$14 Trillion Commit to Backing Développement durable. <http://www.unep.org/NewsCentre/default.aspx?DocumentID=26827&ArticleID=35202>
34. Sustainable Stock Exchanges (2014). Sustainable Stock Exchanges (SSE) 2014 Report on Progress. <http://www.sseinitiative.org/wp-content/uploads/2012/03/SSE-2014-ROP.pdf>
35. Sustainable Banking Network. http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/Topics_Ext_Content/IFC_External_Corporate_Site/IFC+Sustainability/Partnerships/Sustainable+Banking+Network
36. Alliance for Financial Inclusion. www.afi-global.org
37. Groupe des vingt (2016). Communiqué: G20 Finance Ministers and Central Bank Governors Meeting Shanghai, 27 février 2016. <http://www.g20.utoronto.ca/2016/160227-finance-en.html>
38. Groupe d’études du G20 sur la finance verte (2016). G20 Green Finance Synthesis Report. Le rapport de synthèse et tous les documents qui ont contribué au Groupe d’études du G20 sur la finance verte sont disponibles à <http://unepinquiry.org/g20greenfinancerepositoryeng/>
39. Task Force on Climate-related Financial Disclosures. <https://www.fsb-tcfd.org>
40. Estimations de l’enquête fondées sur UNU-IHDP/PNUÉ (2014). The Inclusive Wealth Report 2014 (Rapport sur la richesse mondiale 2014). Cambridge University Press. Disponible à : <http://inclusivewealthindex.org/>.
41. Agence Internationale de l’Energie (2016). WEO Special Report on Energy and Air Pollution. <http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/weo-2016-special-report-energy-and-air-pollution.html>
42. King, D., Schrag, D., Dadi, Z., Ye, Q. et Ghosh, A. (2015). Climate Change – A Risk Assessment. Cambridge: Centre for Science and Policy. Disponible à : <http://www.csap.cam.ac.uk/media/uploads/files/1/climate-change-a-risk-assessment-v9-spreads.pdf>
43. <http://www.internal-displacement.org/publications/2015/global-estimates-2015-people-displaced-by-disasters/>
44. ELD Initiative (2015). The value of land: Prosperous lands and positive rewards through sustainable land management. Retrieved from [http://www.unccd.int/Lists/SiteDocumentLibrary/Publications/2015_The%20Value%20of%20Land%20-%20ELD%20Initiative%20\(2015\).pdf](http://www.unccd.int/Lists/SiteDocumentLibrary/Publications/2015_The%20Value%20of%20Land%20-%20ELD%20Initiative%20(2015).pdf)
45. CNUCED (2014). Rapport sur l’investissement dans le monde 2014. http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2014_en.pdf
46. Enquête du PNUÉ (2016). Le système financier dont nous avons besoin : de l’élan à la transformation (à paraître) comprend le premier cadre au monde pour mesurer le progrès réalisé par les centres financiers vers leur alignement avec le développement durable. Il sera disponible à www.unepinquiry.org.
47. Groupe d’études du G20 sur la finance verte (2016). G20 Green Finance Synthesis Report. Le rapport de synthèse et tous les documents qui ont contribué au Groupe d’études du G20 sur la finance verte sont disponibles à <http://unepinquiry.org/g20greenfinancerepositoryeng/>
48. Enquête du PNUÉ et Smith School of Enterprise and the Environment (2014). Financial Dynamics of the Environment Risks, Impacts, and Barriers to Resilience. http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2015/04/Financial_Dynamics_of_the_Environment_Risks_Impacts_and_Barriers_to_Resilience.pdf
49. Enquête du PNUÉ et AXA (2015). New Rules for New Horizons: Report of the High Level Symposium on Reshaping Finance for Sustainability. http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2015/04/New_Rules_for_New_Horizons.pdf
50. CNUCED (2015). Rapport sur l’investissement dans le monde 2015. http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2015_en.pdf
51. Enquête du PNUÉ et Castilla-Rubio, J. C. (à paraître). Fintech and Sustainable Development: Assessing the Implications. Les recherches de l’Enquête du PNUÉ sur la fintech exploreront les implications des possibles développements actuels et futurs de la fintech sur l’alignement du système financier avec les résultats liés au développement durable, et proposera des options pour améliorer ces résultats. Elles seront disponibles à www.unepinquiry.org.
52. Reuters (2012). Idle corporate cash piles up. <http://blogs.reuters.com/david-cay-johnston/2012/07/16/idle-corporate-cash-piles-up/>
53. Enquête du PNUÉ (2016). Green Finance for Developing Countries. http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2016/08/Green_Finance_for_Developing_Countries.pdf
54. Enquête du PNUÉ et Castilla-Rubio, J. C. (à paraître). Fintech and Sustainable Development: Assessing the Implications.



55. Enquête du PNUÉ et Castilla-Rubio, J. C. (à paraître). Fintech and Sustainable Development: Assessing the Implications.
56. Enquête du PNUÉ et Castilla-Rubio, J. C. (à paraître). Fintech and Sustainable Development: Assessing the Implications.
57. Group of 30 (2015). Fundamentals of Central Banking: Lessons from the Crisis.
58. Enquête du PNUÉ (2016). Green Finance for Developing Countries. http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2016/08/Green_Finance_for_Developing_Countries.pdf
59. Voir <http://sustainablefinancelab.nl/files/2016/02/SFL-conclusions-UNEP-Inquiry-country-engagement-NL.pdf>
60. Paulson Institute, SIFMA, Green Finance Committee, Enquête du PNUÉ (2016). Green Finance - A Growing Imperative. http://www.paulsoninstitute.org/wp-content/uploads/2016/05/Green_Finance_A_Growing_Imperative.pdf
61. Enquête du PNUÉ (2016). Government Subsidies to the Global Financial Sector. http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2016/08/Government_Subsidies_to_the_Global_Financial_System.pdf
62. Enquête du PNUÉ (à paraître). Financing the Transition: How Financial System Reform Can Serve Sustainable Development. Le projet de recherche de l'Enquête du PNUÉ sur l'économie réelle examine les liens entre les innovations du système financier et les progrès vers le développement durable dans l'économie réelle. Il explore les mesures au sein du système financier les plus nécessaires et efficaces pour faire avancer les priorités du développement durable dans l'économie réelle. Il sera disponible à www.unepinquiry.org.
63. Enquête du PNUÉ et Climate Bonds Initiative (2015). Scaling up Green Bond Market for Développement durable. http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2015/12/GB-Public_Sector_Guide-Final-1A.pdf
64. Enquête du PNUÉ, Principles for Responsible Investment, UN Global Compact, UNEP Finance Initiative (2015). Fiduciary Duty in the 21st Century. <http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2015/09/Fiduciary-duty-21st-century.pdf>
65. IISD (2015). How Green Public Procurement Contributes to Développement durable in China. <http://www.iisd.org/sites/default/files/publications/how-gpp-contributes-sustainable-development-china.pdf>
66. Enquête du PNUÉ (2015). Le système financier dont nous avons besoin. http://apps.unep.org/publications/index.php?option=com_pub&task=download&file=011830_fr
67. Enquête du PNUÉ et Banque populaire de Chine (2015). China Green Finance Task Force Report. <http://unepinquiry.org/publication/establishing-chinas-green-financial-system/>
68. Indonesian Financial Services Authority (2014). Roadmap for Sustainable Finance in Indonesia.
69. City of London (2016). Green Finance - the City of London Corporation. <https://www.cityoflondon.gov.uk/about-the-city/the-lord-mayor/key-events-speeches/Documents/green-finance.pdf>
70. Hong Kong Financial Services Development Council (2016). Hong Kong as a Regional Green Finance Hub. <http://www.fsd.c.org.hk/sites/default/files/Green%20Finance%20Report-English.pdf>
71. I4CE (2015). L'(éco)système financier de la France : améliorer l'intégration des enjeux du développement durable. Enquête du PNUÉ Working Paper. http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2016/06/LEcosysteme_financier_de_la_France.pdf
72. Enquête du PNUÉ (2015). Design of a Sustainable Financial System: Swiss Team Input into the Enquête du PNUÉ. http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2015/04/Design_of_a_Sustainable_Financial_System_Swiss_Team_Input_into_the_UNEP_Inquiry.pdf
73. Enquête du PNUÉ (2016). Green Finance for Developing Countries. http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2016/08/Green_Finance_for_Developing_Countries.pdf
74. Banque d'Angleterre (2015). The Impact of Climate Change on The UK Insurance Sector. Bank of England: London. <http://www.bankofengland.co.uk/prd/Documents/supervision/activities/pradefra0915.pdf>
75. Comité européen du risque systémique (2016) Too Late, Too Sudden: Transition to a Low-Carbon Economy and Systemic Risk. Reports of the Advisory Scientific Committee, No 6. February 2016. https://www.esrb.europa.eu/pub/pdf/asc/Reports_ASC_6_1602.pdf
76. Enquête du PNUÉ (2015). Le système financier dont nous avons besoin. http://apps.unep.org/publications/index.php?option=com_pub&task=download&file=011830_fr
77. Enquête du PNUÉ (2016). Green Finance for Developing Countries. http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2016/08/Green_Finance_for_Developing_Countries.pdf
78. Le Programme d'évaluation du secteur financier (FSAP), établi en 1999, est une analyse complète et approfondie du secteur financier d'un pays. <https://www.imf.org/external/np/exr/facts/fsap.htm>
79. Enquête du PNUÉ et Corporate Knights (à paraître). A Review of International Financial Standards as They Relate to Sustainable Development. Le projet de recherche de l'Enquête du PNUÉ sur les standards explore comment établir et faire avancer au mieux la base d'une intégration du développement durable dans une vaste gamme de standards des marchés financiers ainsi que des stratégies viables pour promouvoir des standards appropriés dans le futur. Il sera disponible à www.unepinquiry.org.
80. Enquête du PNUÉ et Ecofys (forthcoming). Developing a Performance Framework for a Sustainable Financial System. Le cadre de performance de l'Enquête du PNUÉ vise à établir une base initiale quantitative pour mesurer le progress réalisé dans l'alignement du système financier avec des résultats liés au développement durable, et à montrer comment cette base peut être améliorée à l'avenir. Il sera disponible à www.unepinquiry.org.

* Publications



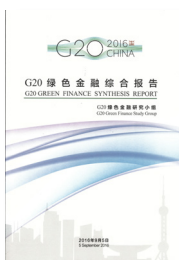
LE SYSTÈME FINANCIER DNT NOUS AVONS BESOIN : DE L'ÉLAN À LA TRANSFORMATION (OCTOBRE 2016)

En savoir plus à : www.unepinquiry.org



LE SYSTÈME FINANCIER DNT NOUS AVONS BESOIN : ALIGNEMENT DU SYSTÈME FINANCIER AVEC LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En savoir plus à : <http://unepinquiry.org/publication/inquiry-global-report-the-financial-system-we-need/>



RAPPORT DE SYNTHÈSE DU G20

En savoir plus à : <http://unepinquiry.org/g20greenfinancerepositoryeng/>



LA FINANCE VERTE POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : BESOINS, PRÉOCCUPATIONS ET INNOVATIONS

En savoir plus à : <http://unepinquiry.org/publication/green-finance-for-developing-countries/>



TOUTES LES PUBLICATIONS DE L'ENQUÊTE DU PNUE SONT DISPONIBLES À www.unepinquiry.org



UNEP



Enquête : Conception d'un système financier durable
International Environment House
Chemin des Anémones 11-13
Genève
Suisse
Tél. : +41 (0) 229178995
Courriel : inquiry@unep.org - Twitter : @FinInquiry
Site internet : www.unep.org/inquiry/
L'Enquête en direct : www.unepinquiry.org